

Rapprochement Groupe Caisse d'Épargne / Banques Populaires

Un projet de plus qui renforce l'exigence de garanties sociales

Le projet de partenariat avec les Banques Populaires vient ébranler les certitudes de nos dirigeants dont aucun ne semblait douter hier que la cotation de la CNCE était inéluctable. Au-delà du caractère dramatique de l'évènement ourlé de grands secrets et de fâcherie avec la Caisse des dépôts, nous sommes très attentifs quant au contenu de ce projet et à ses conséquences sociales et économiques.

Natixis, puisque le projet est déjà baptisé ainsi, nous est présenté comme le meilleur des mondes, comme nous avaient été vendus *Eulia, Refondation, Cotation...* Ce seul aspect nous autorise à émettre quelques réserves quant aux vertus supposées de l'édifice.

Nous sommes également interrogatifs sur la façon si peu cavalière avec laquelle a été traitée la CDC, notre principal partenaire et actionnaire.

DEPUIS 1999, LA BOULIMIE...

Ces mutations et projets successifs sont nés de la réforme de 1999, que nous avons combattue en son temps. Nous dénonçons la dénaturation et la banalisation du rôle des Caisses d'épargne ainsi que la première étape de « mise sur le marché » et la recherche de « propriétaires ».

La course à la taille critique et au maintien dans le peloton de tête des groupes bancaires est une conséquence de cette réforme. Les étapes parcourues depuis en sont les effets directs.

DES GARANTIES SOCIALES SONT INDISPENSABLES

Quelle que soit la prochaine étape, elle aura des conséquences sociales à plus ou moins long terme. L'accroissement de la productivité recherchée se traduira inévitablement par des rationalisations au niveau des outils de travail : back office, informatique, rapprochement de structures.

Nous ne croyons pas à une opération « *sans coût social* » comme l'ont annoncé nos dirigeants. Ces menaces et incertitudes sur le devenir professionnel et les emplois en Caisse d'épargne sont d'autant plus fondées que l'on est en droit d'imaginer que les échanges en cours avec les Banques Populaires puissent conduire à un élargissement du périmètre du partenariat au-delà de la banque de financement et d'investissement.

OUVRIR DES NÉGOCIATIONS

Le SYNDICAT-UNIFIÉ/UNSA demande que tous les impacts sociaux des projets en cours soient identifiés et que des engagements précis soient pris par nos dirigeants en matière d'emplois, carrières, formation, mobilité, rémunération...

Nous demandons l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la Commission paritaire nationale, instance de négociations de la Branche Caisses d'épargne.

Le Secrétariat National :

Jean-David Camus, Gérard Commarmond, Patrick Galpin, Serge Huber et Michel Ricard